

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2025/201777]

**28 MAI 2025. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 22 mai 2014 relatif au transport de marchandises par route et modifiant l'arrêté royal du 22 mai 2014 relatif au transport de voyageurs par route**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de marchandises par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil et portant exécution du Règlement (CE) n° 1072/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché du transport international de marchandises par route, les articles 13, 15, 28, 48, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et 49, § 3;

Vu la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006, les articles 7, § 3, 3<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, 16, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, 18, 36, § 1<sup>er</sup>, et 37, § 3;

Vu l'arrêté royal du 22 mai 2014 relatif au transport de marchandises par route;

Vu l'arrêté royal du 22 mai 2014 relatif au transport de voyageurs par route;

Vu le rapport du 12 février 2024 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, pôle « Mobilité », du 24 avril 2025;

Vu l'avis 77.230/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 décembre 2024, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition introductive*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement la directive (UE) 2022/738 du Parlement européen et du Conseil du 6 avril 2022 modifiant la directive 2006/1/CE relative à l'utilisation de véhicules loués sans chauffeur dans le transport de marchandises par route.

CHAPITRE 2. — *Modifications de l'arrêté royal du 22 mai 2014 relatif au transport de marchandises par route*

**Art. 2.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 22 mai 2014 relatif au transport de marchandises par route est complété par un 3<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 3<sup>o</sup> « le Ministre » : le Ministre du Gouvernement wallon qui a la politique de la mobilité dans ses attributions. ».

**Art. 3.** Dans l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Pour pouvoir être agréé conformément au paragraphe 2, l'établissement de formation visé à l'article 12, alinéa 2, de la loi, satisfait aux critères de sélection suivants :

1<sup>o</sup> il dispose d'une expérience d'au moins cinq ans en matière de formation en administration des entreprises;

2<sup>o</sup> il dispose de manuels, approuvés par le jury d'examen visé à l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi et relatifs aux cours visés à l'article 12, alinéa 2, de la loi, portant sur toutes les matières prévues à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, du règlement (CE) n° 1071/2009 en ce qui concerne le transport de marchandises par route, ainsi que, le cas échéant, sur toutes les matières déterminées en vertu de l'article 13, 4<sup>o</sup>, de la loi;

3<sup>o</sup> il est apte à donner les cours, visés à l'article 12, alinéa 2, de la loi, en français et en allemand;

4<sup>o</sup> il est apte à donner régionalement l'offre de formation sous forme d'enseignement donné dans une salle de cours comme suit : offrir les cours en français dans au moins deux provinces et offrir les cours en allemand dans un endroit situé dans les Cantons de l'Est;

5<sup>o</sup> il offre, à côté ou en combinaison avec un enseignement donné dans une salle de cours, la possibilité d'un " e-learning " dans un délai de deux ans à partir de l'entrée en vigueur des modalités d'un " e-learning " établies par le Ministre;

6<sup>o</sup> en même temps être agréé comme établissement de formation ou obtenir l'agrément d'un établissement de formation conformément à l'article 13, alinéa 2, de la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le règlement (CE) n° 561/2006. »;

b) dans le paragraphe 3, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, le point c) est remplacé par ce qui suit :

" c) toute pièce probante relative aux langues, français et allemand, utilisées par les chargés de cours pour donner cours; ».

**Art. 4.** Dans l'article 13, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté les mots « à l'article 7, paragraphe 1<sup>er</sup>, du règlement (CE) n° 1071/2009 : » sont remplacés par les mots « à l'article 14 de la loi : ».

**Art. 5.** Dans l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté le 1<sup>o</sup>, annulé par l'arrêt n° 235.400 du Conseil d'Etat du 11 juillet 2016, est remplacé par ce qui suit :

« 1<sup>o</sup> de la fourniture à l'entreprise des biens matériels et services suivants, pour autant qu'ils servent à l'exécution des activités visées à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, de la loi :

- a) les pneus, ainsi que les autres éléments et les accessoires obligatoires des véhicules;
- b) les réparations et entretiens des véhicules;
- c) les prestations du personnel roulant;
- d) les carburants; ».

**Art. 6.** Dans l'article 21 alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au a), les mots « sous format papier ou électronique » sont insérés après les mots « n'accompagnent pas le véhicule »;

2<sup>o</sup> au b), premier tiret :

- a) le point-virgule en fin de phrase est remplacé par un point;
- b) la phrase suivante est insérée après le point :

« Ces documents peuvent être présentés par le conducteur sous format papier ou électronique; ».

**Art. 7.** Dans l'article 23, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du même arrêté, les mots « l'article 7 du règlement (CE) n° 1071/2009, au titre 2, chapitre 5, » sont remplacés par les mots « l'article 14 ».

**Art. 8.** Dans l'article 24, § 4, du même arrêté, les mots " l'article 7 du règlement (CE) n° 1071/2009 et au titre 2, chapitre 5, " sont remplacés par les mots " l'article 14 ".

**Art. 9.** L'article 51 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

" Art. 51. Sans préjudice de l'article 48, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi, les fonctionnaires qui sont désignés pour infliger une amende administrative visée à l'article 47 de la loi sont du grade de niveau A ou de niveau B et appartiennent à la Direction générale qui est compétente pour le transport par route. "

**Art. 10.** L'article 52 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

" Art. 52. Les amendes administratives sont perçues par le Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures.

L'amende administrative est payée dans un délai d'un mois, à compter de la date de réception de la décision par laquelle l'amende a été infligée. Elle est acquittée par versement ou virement au compte bancaire de l'administration qui a le transport par route dans ses attributions, mentionnant la communication structurée jointe à la décision. ».

### CHAPITRE 3. — *Modifications de l'arrêté royal du 22 mai 2014 relatif au transport de voyageurs par route*

**Art. 11.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 22 mai 2014 relatif au transport de voyageurs par route, est complété par un 6<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 6<sup>o</sup> " le Ministre " : le Ministre du Gouvernement wallon qui a la politique de la mobilité dans ses attributions. ».

**Art. 12.** Au titre 2 du même arrêté, l'intitulé du chapitre 4 est remplacé par ce qui suit :

" Chapitre 4. Transport occasionnel pour compte propre ".

**Art. 13.** A l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1<sup>o</sup> dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot " occasionnel " est inséré entre le mot " transport " et le mot " pour ";
- 2<sup>o</sup> dans l'alinéa 2, le mot " occasionnel " est inséré entre le mot " transport " et le mot " pour ";
- 3<sup>o</sup> dans l'alinéa 3, le mot " occasionnel " est inséré entre le mot " national " et le mot " pour ".

**Art. 14.** Dans l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du même arrêté, les mots « l'article 7 du Règlement (CE) n°1071/2009, au titre 2, chapitre 5, » sont remplacés par les mots « l'article 17 ».

**Art. 15.** Dans l'article 16, § 4, du même arrêté, les mots « l'article 7 du Règlement (CE) n°1071/2009 et au titre 2, chapitre 5, » sont remplacés par les mots « l'article 17 ».

**Art. 16.** Dans l'article 21 du même arrêté, les mots " l'article 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> " sont remplacés par les mots " l'article 2, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup> ".

**Art. 17.** Dans l'article 26, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du même arrêté, les mots « en français, en néerlandais et en allemand » sont remplacés par les mots « en français et en allemand ».

**Art. 18.** Dans l'article 26, § 3, 2<sup>o</sup>, c), du même arrêté, les mots « (français, néerlandais et allemand) » sont remplacés par les mots « français et allemand ».

**Art. 19.** Dans l'article 34, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « l'article 17, § 1<sup>er</sup>, » sont remplacés par les mots « l'article 17 ».

**Art. 20.** Dans l'article 35, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « l'article 17, § 2, » sont remplacés par les mots « l'article 17 ».

**Art. 21.** A l'article 36, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase introductive, les mots " l'article 17, § 2 " sont remplacés par les mots " l'article 17 ";

2° le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° de la fourniture à l'entreprise des biens matériels et services suivants, pour autant qu'ils servent à l'exécution des activités visées à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, 2°, 4° et 5°, de la loi :

- a) les pneus, ainsi que les autres éléments et les accessoires obligatoires des véhicules;
- b) les réparations et entretiens des véhicules;
- c) les prestations du personnel roulant;
- d) les carburants; ».

**Art. 22.** L'article 41 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 41. Sans préjudice de l'article 36, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi, les fonctionnaires qui sont désignés pour infliger une amende administrative visée à l'article 35 de la loi sont du grade de niveau A ou B et appartiennent à la Direction générale qui est compétente pour le transport par route. ».

**Art. 23.** L'article 42 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 42. Les amendes administratives sont perçues par le Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures.

L'amende administrative est payée dans un délai d'un mois, à compter de la date de réception de la décision par laquelle l'amende a été infligée. Elle est réglée par versement ou virement au compte bancaire de l'administration qui a le transport par route dans ses attributions, mentionnant la communication structurée jointe à la décision. ».

#### CHAPITRE 4. — *Disposition finale*

**Art. 24.** Le Ministre de la Mobilité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 mai 2025.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Recherche et du Bien-être animal,

A. DOLIMONT

Le Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux,

F. DESQUESNES

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2025/201777]

#### 28. MAI 2025 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 22. Mai 2014 über den Güterkraftverkehr und zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 22. Mai 2014 über den Personenkraftverkehr

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Juli 2013 über den Güterkraftverkehr und zur Ausführung der Verordnung (EG) Nr. 1071/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 zur Festlegung gemeinsamer Regeln für die Zulassung zum Beruf des Kraftverkehrsunternehmers und zur Aufhebung der Richtlinie 96/26/EG des Rates und zur Ausführung der Verordnung (EG) Nr. 1072/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über gemeinsame Regeln für den Zugang zum Markt des grenzüberschreitenden Güterkraftverkehrs, Artikel 13, 15, 28, 48 § 1 Absatz 1 und 49 § 3;

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Juli 2013 über den Personenkraftverkehr und zur Ausführung der Verordnung (EG) Nr. 1071/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 zur Festlegung gemeinsamer Regeln für die Zulassung zum Beruf des Kraftverkehrsunternehmers und zur Aufhebung der Richtlinie 96/26/EG des Rates und zur Ausführung der Verordnung (EG) Nr. 1073/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über gemeinsame Regeln für den Zugang zum grenzüberschreitenden Personenkraftverkehrsmarkt und zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 561/2006, Artikel 7 § 3 Ziffern 3 und 5, 16 Ziffern 2, 3 und 5, 18, 36 § 1 und 37 § 3;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. Mai 2014 über den Güterkraftverkehr;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. Mai 2014 über den Personenkraftverkehr;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 12. Februar 2024;

Aufgrund der am 24. April 2025 abgegebenen Stellungnahme des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrats der Wallonie, Pool "Mobilität";

Aufgrund des am 18. Dezember 2024 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 77.230/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL 1 — *Einführungsbestimmung*

**Artikel 1** - Mit dem vorliegenden Erlass wird die Richtlinie (EU) 2022/738 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 6. April 2022 zur Änderung der Richtlinie 2006/1/EG über die Verwendung von ohne Fahrer gemieteten Fahrzeugen im Güterkraftverkehr teilweise umgesetzt.

KAPITEL 2 — *Abänderungen des Königlichen Erlasses vom 22. Mai 2014 über den Güterkraftverkehr*

**Art. 2** - Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 22. Mai 2014 über den Güterkraftverkehr wird durch eine Ziffer 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“3° “der Minister”: der Minister der Wallonischen Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Mobilität gehört. ”.

**Art. 3** - In Artikel 6 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Paragraph 1 wird durch Folgendes ersetzt:

“ § 1. Um zugelassen zu werden gemäß Paragraph 2, muss die in Artikel 12 Absatz 2 des Gesetzes erwähnte Ausbildungseinrichtung die folgenden Auswahlkriterien erfüllen:

1° über eine mindestens fünfjährige Erfahrung in der Ausbildung im Bereich der Ausbildung in Betriebswirtschaft verfügen;

2° über die vom in Artikel 12 Absatz 1 des Gesetzes erwähnten Prüfungsausschuss zugelassenen Lehrbücher verfügen, bezüglich der in Artikel 12 Absatz 2 des Gesetzes erwähnten Kurse über alle in Artikel 8 Absatz 1 der Verordnung (EG) Nr. 1071/2009 erwähnten Sachgebiete hinsichtlich des Güterkraftverkehrs als auch gegebenenfalls über alle gemäß Artikel 13 Ziffer 4 des Gesetzes festgelegten Sachgebiete;

3° in der Lage sein, die in Artikel 12 Absatz 2 des Gesetzes erwähnten Kurse auf Französisch und auf Deutsch zu geben;

4° in der Lage sein, das Ausbildungsangebot in Form von Unterricht in einem Klassenraum regional wie folgt aufzuteilen: die Kurse auf Französisch in mindestens zwei Provinzen und die Kurse auf Deutsch an einem Ort in Ostbelgien anbieten;

5° neben oder in Kombination mit Unterricht in einem Klassenraum, die Möglichkeit von “E-Learning” anbieten innerhalb einer Frist von zwei Jahren nach Inkrafttreten der vom Minister festgelegten Modalitäten;

6° gleichzeitig als Ausbildungseinrichtung zugelassen sein oder als Ausbildungseinrichtung zugelassen werden, gemäß Artikel 13 Absatz 2 des Gesetzes vom 15. Juli 2013 über den Güterkraftverkehr und zur Ausführung der Verordnung (EG) Nr. 1071/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 zur Festlegung gemeinsamer Regeln für die Zulassung zum Beruf des Kraftverkehrsunternehmers und zur Aufhebung der Richtlinie 96/26/EG des Rates, und zur Ausführung der Verordnung (EG) Nr. 1073/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über gemeinsame Regeln für den Zugang zum grenzüberschreitenden Personenkraftverkehrsmarkt und zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 561/2006. ”;

b) in Paragraph 3 Absatz 2 Ziffer 2 wird Buchstabe c durch Folgendes ersetzt:

“c) alle Belege über die Sprachen, Französisch und Deutsch, in denen die Lehrbeauftragten unterrichten können;”.

**Art. 4** - In Artikel 13 § 1 Absatz 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge “Artikel 7 Absatz 1 der Verordnung (EG) Nr. 1071/2009: ” durch die Wortfolge “in Artikel 14 des Gesetzes: ” ersetzt. ”.

**Art. 5** - In Artikel 15 § 1 Absatz 1 desselben Erlasses wird Ziffer 1, aufgehoben durch das Urteil Nr. 235.400 des Staatsrates vom 11. Juli 2016, durch Folgendes ersetzt:

“1° der Lieferung der folgenden Sachgüter und Dienstleistungen an das Unternehmen, sofern diese zur Ausführung der in Artikel 2 Absatz 1 Ziffern 1 und 2 des Gesetzes genannten Aktivitäten dienen:

a) Reifen sowie andere Teile und verpflichtendes Zubehör der Fahrzeuge;

b) Reparatur und Wartung der Fahrzeuge;

c) Leistungen des Fahrpersonals;

d) Kraftstoffe;”.

**Art. 6** - In Artikel 21 Absatz 1 Ziffer 6 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Buchstabe a wird die Wortfolge “nicht im Fahrzeug mitgeführt wird” durch die Wortfolge “nicht im Fahrzeug in Papierform oder elektronischer Form mitgeführt wird” ersetzt;

2° in Buchstabe b, erster Gedankenstrich:

a) das Semikolon am Ende des Satzes wird durch einen Punkt ersetzt;

b) folgender Satz wird nach dem Punkt eingefügt:

“Diese Dokumente können vom Fahrer in Papierform oder elektronischer Form vorgelegt werden;”.

**Art. 7** - In Artikel 23 Absatz 1 Ziffer 4 desselben Erlasses wird die Wortfolge “Artikel 7 der Verordnung (EG) Nr. 1071/2009, in Titel 2 Kapitel 5” durch die Wortfolge “Artikel 14” ersetzt.

**Art. 8** - In Artikel 24 § 4 desselben Erlasses wird die Wortfolge “Artikel 7 der Verordnung (EG) Nr. 1071/2009 und in Titel 2 Kapitel 5” durch die Wortfolge “Artikel 14” ersetzt.

**Art. 9** - Artikel 51 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 51 - Unbeschadet von Artikel 48 § 1 Absatz 2 des Gesetzes müssen die Beamten, die für die Verhängung einer in Artikel 47 des Gesetzes erwähnten administrativen Geldbuße benannt wurden, über einen Dienstgrad der Stufe A oder der Stufe B verfügen und zur Generaldirektion gehören, die für den Kraftverkehr zuständig ist. ”.

**Art. 10** - Artikel 52 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 52 - Die administrativen Geldbußen werden von dem Öffentlichen Dienst der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen eingezogen.

Die administrative Geldbuße wird innerhalb eines Zeitraums von einem Monat gezahlt, ab dem Empfangsdatum des Beschlusses, an dem die Geldbuße verhängt wurde. Sie wird durch Zahlung oder Überweisung auf das Konto der Verwaltung, zu deren Zuständigkeitsbereich das Transportwesen gehört, unter Angabe der strukturierten Mitteilung, die dem Beschluss beigelegt ist, entrichtet. ”.

KAPITEL 3 — *Abänderungen des Königlichen Erlasses vom 22. Mai 2014 über den Personenkraftverkehr*

**Art. 11** - Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 22. Mai 2014 über den Personenkraftverkehr wird durch eine Ziffer 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"6° "der Minister": der Minister der Wallonischen Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Mobilität gehört. "

**Art. 12** - In Titel 2 desselben Erlasses wird die Überschrift von Kapitel 4 durch Folgendes ersetzt:

"Kapitel 4 - Gelegentlich durchgeführter Werkverkehr".

**Art. 13** - In Artikel 7 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "gelegentlich durchgeführten" vor das Wort "Werkverkehr" eingefügt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "gelegentlich durchgeführten" vor das Wort "Werkverkehr" eingefügt;

3° in Absatz 3 wird die Wortfolge "gelegentlich durchgeführten nationalen" vor das Wort "Werkverkehr" eingefügt.

**Art. 14** - In Artikel 15 Absatz 1 Ziffer 4 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Artikel 7 der Verordnung (EG) Nr. 1071/2009, in Titel 2 Kapitel 5" durch die Wortfolge "Artikel 17" ersetzt.

**Art. 15** - In Artikel 16 § 4 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Artikel 7 der Verordnung (EG) Nr. 1071/2009 und in Titel 2 Kapitel 5" durch die Wortfolge "Artikel 17" ersetzt.

**Art. 16** - In Artikel 21 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Artikel 2 Nr. 1 und 2" durch die Wortfolge "Artikel 2 Ziffern 1, 2, 4 und 5" ersetzt.

**Art. 17** - In Artikel 26 § 1 Ziffer 3 desselben Erlasses wird die Wortfolge "auf Deutsch, Französisch und Niederländisch" durch die Wortfolge "auf Französisch und Deutsch" ersetzt.

**Art. 18** - In Artikel 26 § 3 Ziffer 2 Buchstabe c desselben Erlasses wird die Wortfolge "(Deutsch, Französisch, Niederländisch)" durch die Wortfolge ", Französisch und Deutsch," ersetzt.

**Art. 19** - In Artikel 34 Absatz 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Artikel 17 § 1" durch die Wortfolge "Artikel 17" ersetzt.

**Art. 20** - In Artikel 35 § 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Artikel 17 § 2" durch die Wortfolge "Artikel 17" ersetzt.

**Art. 21** - In Artikel 36 Absatz 1 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° im einleitenden Satz wird die Wortfolge "Artikel 17 § 2" durch die Wortfolge "Artikel 17" ersetzt;

2° Ziffer 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"1° der Lieferung an das Unternehmen der folgenden Sachgüter und Dienstleistungen, sofern sie zur Ausführung der in Artikel 2 Absatz 1 Ziffern 1, 2, 4 und 5 des Gesetzes genannten Aktivitäten dienen:

a) Reifen sowie andere Teile und verpflichtendes Zubehör der Fahrzeuge;

b) Reparatur und Wartung der Fahrzeuge;

c) Leistungen des Fahrpersonals;

d) Kraftstoffe;".

**Art. 22** - Artikel 41 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 41 - Unbeschadet von Artikel 36 § 1 Absatz 2 des Gesetzes müssen die Beamten, die für die Verhängung einer in Artikel 35 des Gesetzes erwähnten administrativen Geldbuße benannt wurden, über einen Dienstgrad der Stufe A oder B verfügen und zur Generaldirektion gehören, die für den Kraftverkehr zuständig ist. "

**Art. 23** - Artikel 42 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 42 - Die administrativen Geldbußen werden von dem Öffentlichen Dienst der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen eingezogen.

Die administrative Geldbuße wird innerhalb eines Zeitraums von einem Monat gezahlt, ab dem Empfangsdatum des Beschlusses, an dem die Geldbuße verhängt wurde. Sie wird durch Zahlung oder Überweisung auf das Konto der Verwaltung, zu deren Zuständigkeitsbereich das Transportwesen gehört, unter Angabe der strukturierten Mitteilung, die dem Beschluss beigefügt ist, bezahlt. "

KAPITEL 4 — *Schlussbestimmung*

**Art. 24** - Der Minister der Mobilität wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. Mai 2025

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, Forschung und Tierwohl

A. DOLIMONT

Der Minister für Raumpolitik, Infrastrukturen, Mobilität und lokale Behörden

F. DESQUESNES

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2025/201777]

**28 MEI 2025. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 mei 2014 betreffende het goederenvervoer over de weg en tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 mei 2014 betreffende het reizigersvervoer over de weg**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 15 juli 2013 betreffende het goederenvervoer over de weg en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van Richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1072/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de markt voor internationaal goederenvervoer over de weg, de artikelen 13, 15, 28, 48, § 1, eerste lid, en 49, § 3;

Gelet op de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van Richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van Verordening (EG) nr. 561/2006, de artikelen 7, § 3, 3<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup>, 16, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup>, 18, 36, § 1, en 37, § 3;

Gelet op het Koninklijk besluit van 22 mei 2014 betreffende het goederenvervoer over de weg;

Gelet op het Koninklijk besluit van 22 mei 2014 betreffende het reizigersvervoer over de weg;

Gelet op het rapport van 12 februari 2024, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, pôle « Mobilité »" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië, beleidsgroep "Mobiliteit"), gegeven op 24 april 2025;

Gelet op advies 77.230/4 van de Raad van State, gegeven op 18 december 2024, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit:

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepaling*

**Artikel 1.** Dit decreet strekt tot gedeeltelijke omzetting van richtlijn (EU) 2022/738 van het Europees Parlement en de Raad van 6 april 2022 tot wijziging van Richtlijn 2006/1/EG betreffende het gebruik van gehuurde voertuigen zonder bestuurder voor het vervoer van goederen over de weg.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van het Koninklijk besluit van 22 mei 2014 betreffende het goederenvervoer over de weg*

**Art. 2.** Artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 mei 2014 betreffende het goederenvervoer over de weg wordt aangevuld met een punt 3<sup>o</sup>, luidend als volgt:

"3<sup>o</sup> "de Minister": de Minister van de Waalse Regering bevoegd voor het mobiliteitsbeleid."

**Art. 3.** In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

"§ 1. Om te kunnen worden erkend overeenkomstig paragraaf 2 voldoet de opleidingsinstelling bedoeld in artikel 12, tweede lid, van de wet aan de volgende selectiecriteria:

1<sup>o</sup> ze beschikt over een ervaring van ten minste vijf jaar inzake opleiding in bedrijfsbeheer;

2<sup>o</sup> ze beschikt over door de examencommissie bedoeld in artikel 12, eerste lid, van de wet goedgekeurde handboeken betreffende de in artikel 12, tweede lid, van de wet bedoelde cursussen over alle in artikel 8, eerste lid, van de verordening (EG) nr. 1071/2009 bedoelde onderwerpen met betrekking tot het goederenvervoer over de weg alsook, in voorkomend geval, over alle krachtens artikel 13, 4<sup>o</sup>, van de wet bepaalde onderwerpen;

3<sup>o</sup> ze is in staat om de cursussen bedoeld in artikel 12, tweede lid, van de wet in het Frans en het Duits te geven;

4<sup>o</sup> ze is in staat het opleidingsaanbod in de vorm van klassikaal onderwijs regionaal te spreiden als volgt: de cursussen in het Frans aanbieden in minstens twee provincies en de cursussen in het Duits aanbieden in één plaats in de Oostkantons;

5<sup>o</sup> ze biedt, naast of in combinatie met klassikaal onderwijs, de mogelijkheid van "e-learning" aan binnen een termijn van twee jaar na de inwerkingtreding van de door de minister bepaalde modaliteiten ervan;

6<sup>o</sup> tegelijk erkend zijn of erkend worden als opleidingsinstelling overeenkomstig artikel 13, tweede lid, van de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006."

b) in paragraaf 3, tweede lid, 2<sup>o</sup>, wordt punt 4 vervangen als volgt:

"c) elk bewijsstuk betreffende de talen, Frans en Duits, waarin de docenten in staat zijn les te geven;"

**Art. 4.** In artikel 13, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "in artikel 7, eerste lid, van de verordening (EG) nr. 1071/2009" vervangen door de woorden "artikel 14 van de wet".

**Art. 5.** In artikel 15, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, wordt punt 1°, vernietigd door het arrest nr. 235.400 van de Raad van State van 11 juli 2016, wordt vervangen als volgt:

"1° de levering aan de onderneming van de volgende materiële goederen en diensten, voor zover zij dienen voor de uitvoering van de in artikel 2, eerste lid, 1° en 2°, van de wet bedoelde werkzaamheden:

- a) de banden, alsook de andere onderdelen en de verplichte toebehoren van de voertuigen;
- b) de herstelling en het onderhoud van de voertuigen;
- c) de prestaties van het rijdend personeel;
- d) de brandstoffen;"

**Art. 6.** In artikel 21, eerste lid, 6°, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° onder a) worden de woorden "op papier of in elektronische vorm" ingevoegd na de woorden "niet aanwezig is in het voertuig";

2° onder b), eerste streepje:

- a) het puntkomma wordt vervangen door een punt aan het einde van de zin;
- b) de volgende zin wordt ingevoegd na het punt:

"De bestuurder kan deze documenten op papier of in elektronische vorm voorleggen;"

**Art. 7.** In artikel 23, eerste lid, 4°, van hetzelfde besluit, worden de woorden "artikel 7 van de verordening (EG) nr. 1071/2009, in titel 2, hoofdstuk 5," vervangen door de woorden "artikel 14".

**Art. 8.** In artikel 24, § 4, van hetzelfde besluit, worden de woorden "artikel 7 van de verordening (EG) nr. 1071/2009, en in titel 2, hoofdstuk 5," vervangen door de woorden "artikel 14".

**Art. 9.** Artikel 51 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 51. "Onverminderd artikel 48, § 1, tweede lid, van de wet, hebben de ambtenaren die worden aangewezen voor het opleggen van de administratieve geldboetes bedoeld in artikel 47 van de wet een graad van niveau A of niveau B en behoren tot het Directoraat-generaal dat bevoegd is voor het vervoer over de weg."

**Art. 10.** Artikel 52 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 52. De administratieve geldboetes worden geïnd door de Waalse Overheidsdienst - Mobiliteit en Infrastructuur.

De administratieve geldboete wordt betaald binnen een termijn van één maand, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de beslissing waarbij de geldboete wordt opgelegd. Zij wordt voldaan door storting of overschrijving op de bankrekening van het bestuur dat bevoegd is voor het vervoer over de weg, met vermelding van de gestructureerde mededeling die bij de beslissing wordt gevoegd."

*HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen van het Koninklijk besluit van 22 mei 2014 betreffende het reizigersvervoer over de weg*

**Art. 11.** Artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 mei 2014 betreffende het reizigersvervoer over de weg wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt:

"6° "de Minister": de Minister van de Waalse Regering bevoegd voor het mobiliteitsbeleid."

**Art. 12.** In titel 2 van hetzelfde besluit wordt het opschrift van hoofdstuk 4 vervangen door wat volgt:

"Hoofdstuk 4. Occasioneel vervoer voor eigen rekening".

**Art. 13.** In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in het eerste lid, wordt het woord "occasioneel" ingevoegd tussen het woord "het" en het woord "vervoer";
- 2° in het tweede lid, wordt het woord "occasioneel" ingevoegd tussen het woord "elk" en het woord "vervoer";
- 3° in het derde lid, wordt het woord "occasioneel" ingevoegd tussen het woord "nationaal" en het woord "vervoer".

**Art. 14.** In artikel 15, eerste lid, 4°, van hetzelfde besluit, worden de woorden "artikel 7 van de Verordening (EG) nr. 1071/2009, in titel 2, hoofdstuk 5," vervangen door de woorden "artikel 17".

**Art. 15.** In artikel 16, § 4, van hetzelfde besluit, worden de woorden "artikel 7 van de Verordening (EG) nr. 1071/2009, in titel 2, hoofdstuk 5," vervangen door de woorden "artikel 17".

**Art. 16.** In artikel 21 van hetzelfde besluit, worden de woorden "artikel 2, 1° en 2°" vervangen door de woorden "artikel 2, 1°, 2°, 4° en 5°".

**Art. 17.** In artikel 26, § 1, 3°, van hetzelfde besluit, worden de woorden "in het Nederlands, het Frans en het Duits" vervangen door de woorden "in het Frans en het Duits".

**Art. 18.** In artikel 26, § 3, 2°, c), van hetzelfde besluit, worden de woorden "(Nederlands, Frans en Duits)" vervangen door de woorden "Frans en Duits".

**Art. 19.** In artikel 34, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "artikel 17, § 1," vervangen door de woorden "artikel 17".

**Art. 20.** In artikel 35, § 1, van hetzelfde besluit, worden de woorden "artikel 17, § 2," vervangen door de woorden "artikel 17".

**Art. 21.** In artikel 36, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in de inleidende zin, worden de woorden "artikel 17, § 2," vervangen door de woorden "artikel 17";
- 2° punt 1° wordt vervangen als volgt:

"1° de levering aan de onderneming van de volgende materiële goederen en diensten, voor zover zij dienen voor de uitvoering van de in artikel 2, eerste lid, 1°, 2°, 4° en 5° van de wet bedoelde werkzaamheden:

- a) de banden, alsook de andere onderdelen en de verplichte toebehoren van de voertuigen;
- b) de herstelling en het onderhoud van de voertuigen;

- c) de prestaties van het rijdend personeel;  
d) de brandstoffen;”.

**Art. 22.** Artikel 41 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

”Art. 41. Onverminderd artikel 36, § 1, tweede lid, van de wet, hebben de ambtenaren die worden aangewezen voor het opleggen van de administratieve geldboetes bedoeld in artikel 35 van de wet een graad van niveau A of B en behoren tot het Directoraat-generaal dat bevoegd is voor het vervoer over de weg.”.

**Art. 23.** Artikel 42 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

”Art. 42. De administratieve geldboetes worden geïnd door de Waalse Overheidsdienst - Mobiliteit en Infrastructuur.

De administratieve geldboete wordt betaald binnen een termijn van één maand, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de beslissing waarbij de geldboete wordt opgelegd. Zij wordt voldaan door storting of overschrijving op de bankrekening van het bestuur dat bevoegd is voor het vervoer over de weg, met vermelding van de gestructureerde mededeling die bij de beslissing wordt gevoegd.”.

#### HOOFDSTUK 4. — Slotbepaling

**Art. 24.** De Minister van Mobiliteit is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 mei 2025.

Voor de Regering:

De Minister-President en Minister van Begroting, Financiën, Onderzoek en Dierenwelzijn,  
A. DOLIMONT  
De Minister van Ruimtelijk Beleid, Infrastructuren, Mobiliteit en Plaatselijke Besturen,  
F. DESQUESNES

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2025/004309]

**2 JUNI 2025. — Arrêté royal portant l'attribution du mandat d'inspecteur de l'inspection aéroportuaire avec qualification de sûreté**

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne, l'article 5, § 1<sup>er</sup> modifié par la loi du 2 janvier 2001 ;

Vu l'arrêté royal du 4 mai 1999 réglementant les conditions de formation et de certification des inspecteurs et inspecteurs en chef adjoints de l'inspection aéroportuaire, l'article 14 ;

Considérant que les candidats remplissent les conditions pour obtenir le mandat d'inspecteur de l'inspection aéroportuaire avec qualification de sûreté, visées à l'article 13 de l'arrêté royal du 4 mai 1999 réglementant les conditions de formation et de certification des inspecteurs et inspecteurs en chef adjoints de l'inspection aéroportuaire ;

Considérant qu'une entrée en vigueur à la date de la publication au *Moniteur belge* permet l'exécution immédiate des compétences accordées ;

Sur la proposition de la Ministre de la Mobilité,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le mandat d'inspecteur de l'inspection aéroportuaire avec qualification de sûreté avec la qualification de type ou les qualifications de types suivantes contrôle d'accès et contrôle de sûreté, fouille du passager et de ses bagages à main, contrôle de sûreté avec l'appareil à rayons x conventionnels, contrôle de sûreté des bagages de soute et contrôle de sûreté à l'aide d'un appareil de détection de traces est accordé aux membres du personnel suivants de l'exploitant de l'aéroport, Brussels Airport Company SA :

- 1° monsieur Michael DEVROE;
- 2° monsieur Tom COLSON;
- 3° monsieur Kenneth CALLEBAUT;
- 4° madame Zoë TREKKER;
- 5° monsieur Nick GYSELS;
- 6° madame Manon MILOS;

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2025/004309]

**2 JUNI 2025. — Koninklijk besluit houdende toekenning van het mandaat van inspecteur van luchthaveninspectie met bevoegdverklaring beveiliging**

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart, artikel 5, § 1 gewijzigd bij de wet van 2 januari 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 mei 1999 houdende regeling van de opleidings- en certificatievoorwaarden van de inspecteurs en van de adjunct-hoofdinspecteurs van de luchthaveninspectie, artikel 14;

Overwegende dat de kandidaten aan de voorwaarden voldoen teneinde het mandaat van inspecteur van luchthaveninspectie met bevoegdverklaring beveiliging te bekomen, bedoeld in artikel 13 van het koninklijk besluit van 4 mei 1999 houdende regeling van de opleidings- en certificatievoorwaarden van de inspecteurs en van de adjunct-hoofdinspecteurs van de luchthaveninspectie;

Overwegende dat een inwerkingtreding op de datum van publicatie in het *Belgisch Staatsblad* te onmiddellijke uitoefening van de toegekende bevoegdheden toelaat;

Op de voordracht van de minister van Mobiliteit,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het mandaat van inspecteur van luchthaveninspectie met bevoegdverklaring beveiliging en de type bevoegdverklaring of de type bevoegdverklaringen toegangscontrole en veiligheidscontrole, foullering van de passagier en zijn handbagage, veiligheidscontrole met conventionele x-ray apparatuur, veiligheidscontrole van de ruimbagage en veiligheidscontrole met behulp van sporendetectie-apparatuur, wordt toegekend aan de volgende personeelsleden van de luchthavenexploitant, Brussels Airport Company NV:

- 1° de heer Michael DEVROE;
- 2° de heer Tom COLSON;
- 3° de heer Kenneth CALLEBAUT;
- 4° mevrouw Zoë TREKKER;
- 5° de heer Nick GYSELS;
- 6° mevrouw Manon MILOS;